

WE CAN : MOUVEMENT EUROPEEN POUR UNE DEMOCRATIE REELLE (EMRD)

MANIFESTE-ESSAI

L'année dernière fut une année charnière dans l'Histoire. Cette transition est symbolisée par deux évènements qui ont marqué l'année 2008.

Le premier fut l'élection de Barack Obama. Je ne parle pas uniquement du fait que les Etats-Unis ont élu un président noir. Je sais que ceci est un élément sur lequel beaucoup de gens, ainsi que les médias, ont choisi de se concentrer, mais pour moi son symbolisme s'élève au-delà de la question « noir ou blanc ». Ce qu'Obama a réussi à faire, c'est d'insuffler la vie et la foi en tant de gens qui ont tourné le dos à la politique. Il s'est connecté émotionnellement à un groupe transversal de personnes « connectée mais déconnectées », et les a convaincues d'arrêter d'être de simples témoins, et de créer un élan de changement.

Le second évènement de l'année 2008, plus significatif même que le premier, était l'effondrement de notre infrastructure financière. Cette « crise » a révélé de manière dramatique le déclin et la corruption intrinsèques à nos modes de fonctionnement institutionnels datant de la période d'après-guerre en termes de démocratie représentative, dont les partis politiques sont porteurs. Ces partis sont de plus en plus devenus partie du problème, plutôt que d'en être la solution. Les partis politiques sont devenus des ombres du « big business ». Il n'y a plus de transparence ni de responsabilité lorsqu'il s'agit des décisions prises « dans notre intérêt ». Regardez comme ils se sont pliés aux intérêts du secteur financier privé. Notre argent, au niveau européen, a été jeté par les fenêtres, juste pour aider ces institutions privées à « équilibrer leurs comptes ». Plus de 2000 milliards d'euros à travers toute l'Europe ont été distribués de cette manière. Pas un seul de ces euros n'a été dépensé pour prévenir les pertes d'emplois, les saisies de biens immobiliers ou les faillites des PME.

Regardez comme nos dirigeants se sont pliés aux intérêts des grands entrepreneurs en ce qui concerne le problème du changement climatique. En décembre dernier, ils ont collectivement décidé que les grandes entreprises polluées NE DEVRAIENT PAS avoir à payer 100% des coûts engendrés par leur pollution. Après lobbying intensif de la part de ces entreprises, sans compter les relations qu'elles ont avec les partis politiques majeurs (support financier de l'un ou l'autre parti politique dominant, liens personnels rapprochés à travers l'appartenance à un parti, et bien sur, pots-de-vin assurés par ces groupes de pression), nos dirigeants ont décidé que ces entreprises ne devraient couvrir que 70% des frais de leur pollution. Les 30% restants seront à notre charge, à travers l'augmentation des prix ou les surtaxes. Nos dirigeants ont pris ces décisions pendant que nous faisons face à d'énormes difficultés financières liées à la montée des coûts de la vie et à la peur du chômage partagée par des millions d'entre-nous. Comme l'écrit Simon Jenkins, « La RBS (Royal Bank of Scotland) n'est pas plus attitrée dorénavant à subventionner le contribuable qu'un vieux dealer automobile », mais

la différence pour nos partis politiques, c'est qu'un vieux dealer automobile ne fait pas partie de l'élite politique enclavée avec laquelle nous vivons, et dont Fred Goodwin (PDG de la RBS) fait partie.

Les évènements de 2008 ont révélé le délabrement latent des modes de fonctionnement institutionnels datant de la période d'après-guerre en termes de démocratie représentative. Comme l'a écrit Georges Monbiot, le 3 février 2009 dans le journal britannique « The Guardian » :

« Nous sommes pris au piège dans une spirale d'aliénation politique. La politique ne fonctionne plus pour nous, alors nous la laissons aux politiciens. Le vide politique est alors rempli par des technocrates sans cœur, sans âme et sans tripes... Laisser tranquilles par le public, les lobbyistes corporatifs collaborent avec cette classe politique vidée pour faire du Parlement une conspiration contre le peuple. Révoltés par ces fantômes, n'ayant pas vers qui se tourner, nous nous retirons tous ensemble, leur garantissant des opportunités plus juteuses encore pour nous exploiter. »

Ce fait reflète clairement la manière dont le renversement du système financier a été géré par ces classes politiques vidées.

Si l'on prend n'importe-quel journal, si l'on écoute n'importe-quel débat institutionnel, on nous dit qu'il y a une « crise financière ». Les politiciens sont occupés à créer l'impression qu'ils sauvent le système.

Le mot « crise » est utilisé par les partis politiques dominants comme si c'était un invité non désiré qui aurait soudainement frappé à nos portes. Les politiciens se régalaient autant les uns que les autres à démontrer leurs compétences et leur vision en essayant de gérer cet hôte non désiré. Mais ce qui est révélateur, c'est le fait que les personnes qui se présentent à nous comme nos « sauveurs » sont ceux-là même qui ont créé cette situation.

Par conséquent, à mes yeux, ce n'est pas une « crise », mais bien un délit, un crime, qui a lieu ici. Ce sommes nous, nos enfants, et peut-être même les enfants de nos enfants qui en seront les victimes. Nous, les contribuables, nous couvrons les pertes. Pourtant, lorsque les affaires allaient bien, nous n'en avons jamais vu les profits. En tant que contribuables, notre argent est utilisé à réparer les dégâts causés par nos représentants et leurs promesses de « dérégulation » et de « libéralisation » des marchés, censées garantir notre bien-être en tant que « consommateurs ».

Les voleurs, les criminels qui ont perpétré ce délit (banquiers surcompensés ayant touchés des primes juteuses pour dissimuler les risques, les gestionnaires de risques quantitatifs surpayés pour vendre des méthodes bidon...), sont, pour ainsi dire, pourvus de parachutes dorés par nos représentants élus.

De fait, ce qui me semble tout aussi clair, c'est que la « police » (ceux qu'on appelle les régulateurs indépendants, mis en place par nos représentants élus pour protéger nos intérêts), ont tout autant participé à ce délit.

La fraude qui a eu lieu ne peut être destituée qu'en blâmant ces honteuses personnes, ainsi que les institutions qui ont laissé faire cela, c'est-à-dire nos gouvernements, et l'establishment économique et financier en place.

Les accusations envers nos politiciens sont les suivantes :

- Ils ont promis la stabilité économique, et n'ont engendré que chaos et volatilité.
- Ils ont promis un ordre économique reposant sur l'entreprise, l'économie et l'effort personnel, et ont mis en place un ordre économique basé sur l'endettement chronique et la spéculation sauvage.
- Ils ont promis la transparence, et ont créé à la place un univers basé sur un savoir financier occulte.
- Ils ont promis une classe moyenne très étendue, une classe de propriétaires et d'actionnaires. A la place, ils ont ravagé les professions en col blanc, détruit les fonds de pension de la classe moyenne et endetté leurs enfants pour avoir le privilège d'aller à l'université.

Nous avons été nourris de mensonges par Bruxelles et nos gouvernements nationaux. Nous nous sommes entendus dire que nous avons besoin de la libéralisation des marchés, des privatisations, de la concurrence et de la financiarisation. Que ce cocktail serait le remède qui ferait de l'économie européenne « l'économie du savoir la plus dynamique du monde ». Au lieu de cela, ils ont ravitaillé la spéculation, l'imprudence, la vanité, l'arrogance, l'oligarchie et l'excès. Ceci a entraîné une croissance économique lente, une stagnation des salaires moyens, de plus grandes inégalités de revenus, ainsi qu'une insécurité et une stagnation économique.

Malgré tous les frais de bouche payés par les parlements nationaux et européen pour accroître « l'implication des citoyens », nos institutions de démocratie représentative sont de fait gouvernées par des oligarchies monétaires.

Les crises de notre époque ne sont pas que des « accrocs » dans le système. Ce n'est pas qu'une crise économique, c'est en fait une crise des structures institutionnelles d'après-guerre, c'est une crise de notre mode de fonctionnement.

Notre système actuel ne fonctionne que pour une élite relativement réduite, alors qu'il ne fonctionne pas du tout pour une très vaste majorité de la population, et ceci dans une grande partie du globe.

Notre mode actuel de fonctionnement n'est plus adapté à la réalité d'aujourd'hui. John Maynard Keynes, écrivant entre la première et la seconde guerre mondiale, dit :

« Le capitalisme décadent, international mais individualiste dans lequel nous nous trouvons après la guerre n'est pas un succès. Il n'est pas beau. Il n'est pas juste. Il n'est pas vertueux. Et il ne nous apporte pas de bienfaits. »

Cette citation s'applique d'autant plus à la réalité aujourd'hui qu'il y a 70 ans de cela.

La nature même de la vie démocratique consiste en un équilibre constant entre l'intérêt particulier et la communauté, les marchés et la démocratie, la concentration des richesses et du pouvoir et l'ouverture à l'opportunité. Cet équilibre a été historiquement perdu au cours de ces deux dernières décennies.

Les partis politiques ne bénéficient plus de la confiance des citoyens, leurs actions et leurs modes d'organisation ont rompu ce lien fondamental, et cela rend nos modes de fonctionnement habituels superflus vis-à-vis de nos besoins d'une démocratie réelle.

NE RESTEZ PAS SIMPLE TEMOIN – AGISSEZ POUR CREER UN MEILLEUR MODE D'ACTION

La racine du problème, ce sont nos institutions de démocratie représentative (les partis politiques et leurs débats parlementaires/municipaux, les processus de prise de décision) qui constituent de plus en plus le problème en lui-même, plutôt que des porte-drapeaux d'une démocratie réelle. Ce n'est pas une prise de position idéologique ; c'est une simple réflexion sur le fait que les partis politiques ont perdu la confiance d'une grande partie des citoyens. Leurs modes d'organisation sont des schémas classiques d'une époque révolue. Leurs modes de financement (le mode d'obtention et de pérennisation des subventions) mettent en évidence le fait qu'ils ne sont devenus plus que l'ombre du « grand business ».

Les partis politiques sont de plus en plus « corrompus » par les niveaux tant européen, que nationaux et locaux, et leurs « leaders » ont mené des politiques sans égard aucun envers les besoins des citoyens en créant de la désinformation – ce qui ne s'avère évident qu'après-coup.

Le point de départ du besoin de changement, c'est ce sentiment croissant d'aliénation de la démocratie représentative telle qu'elle est actuellement « fournie » aux citoyens. Pendant que nous nous efforçons, au quotidien, de trouver un travail, de garder un travail, de lancer une petite affaire, d'avoir une famille, d'essayer de joindre les deux bouts, il semblerait que nos institutions de démocratie représentative aient perdu contact avec la réalité. La politique aborde les réalités du quotidien si peu souvent, c'est en fait devenu un business et non une mission, comme elle devrait l'être. Par conséquent, les gens se sont détournés de ce « vacarme de démocratie représentative », perçu comme un bavardage sans fin, comme des paroles en l'air.

Les partis politiques et les politiques qu'ils génèrent sont littéralement devenus des cas de développement interrompu.

Je crois que le mécontentement du monde tel qu'il est aujourd'hui s'étend de toutes parts en Europe, et qu'il y a un malaise sur la durabilité du modèle politique et économique prévalent. Nous devons changer notre manière de faire les choses. Nous devons permettre à cette « crise » d'aller à sa perte. C'est une opportunité que nous avons là pour accomplir de grandes choses. Souvenez-vous de ce que disent les écritures :

« Tu ne suivras pas la foule pour faire le mal ».

NOUS POUVONS DEMARRER LE PROCESSUS DE CHANGEMENT AU NIVEAU DU PARLEMENT EUROPEEN

Le niveau européen incorpore les pires éléments des mécanismes représentatifs locaux et nationaux. Qui sait ce que le Parlement européen (PE) a décidé ? Qui sait comment se passe la prise de décision au niveau de PE ? Qui connaît ses représentants au PE ? Au niveau européen, le processus de démocratie démocratique se déroule essentiellement sans les citoyens. Les partis politiques, les « leaders » non-élus, les services civiques inexplicables et les lobbyistes sont les principaux acteurs de cette forme de représentation démocratique qui fut créée pour « protéger nos intérêts ».

Ces caractéristiques essentielles ont « empoisonné » le projet européen aux yeux d'une majorité de citoyens. Il ne s'agit pas que du « NON » hollandais, français et irlandais. Cela met en évidence le faible taux de participation aux élections du PE. Cela met également en évidence la manière dont une grande majorité de nos gouvernements nationaux ont mené le Traité de Lisbonne via des votes politiques, plutôt que de conforter leurs citoyens sur ces problèmes. Ce qui nous intéresse ici, ce ne sont pas les forces ou les faiblesses du Traité de Lisbonne, mais la manière dont on a géré cette affaire.

Il y a 50 ans de cela, après la dévastation engendrée par la seconde guerre mondiale, un nouveau « projet » européen était lancé. Le besoin de paix et de sécurité ont donné au projet une impulsion qui ne pouvait venir que du « haut ». La naissance de ce qui était amené à devenir le projet européen fut portée par trois types qui, travaillant dans leur langue allemande commune, ont établi la Communauté Européenne de Charbon et d'Acier, qui devint plus tard l'Union Européenne. Leur mode de fonctionnement était approprié et le resta pendant longtemps, mais ces 20 dernières années, l'on se rend compte que ce « mode de fonctionnement établi » en termes de gouvernance à tous les niveaux, et en particulier au niveau européen, a perdu de sa crédibilité et de sa capacité. Nous ne pouvons tout simplement pas continuer à faire les choses comme nous les faisons jusque-là. La confiance et l'intérêt pour nos institutions démocratiques européennes

sont en déclin. En bref, l'impulsion-clé, c'est que le « haut » est maintenant hors d'atteinte et ce dont nous avons besoin ce sont des nouveaux Di Gasperi, Schuman et Ardneur, qui construiront une vraie démocratie européenne, une démocratie ascendante.

WE CAN : MOUVEMENT EUROPEEN POUR UNE DEMOCRATIE REELLE (EMRD)

Comment pouvons-nous engendrer un changement dans les modes d'organisation qui soutiennent le système actuel de démocratie représentative au niveau européen ?

WE CAN : EMRD tend à "secouer l'arbre" en se basant principalement comme un mouvement, une agrégation d'individus qui souscrivent aux principes suivants :

- **La politique est un service, et non une carrière** : un seul mandat de représentation.
- **Nous sommes des Européens – pas dans le sens institutionnel du terme, mais plutôt dans le sens d'une passion partagée pour :**
 - **Le renforcement de la coopération et collaboration internationale**
 - **La construction d'une propriété ascendante.** Les 50 dernières années ont donné naissance à une logique de création largement descendante, ce qui était en termes historiques nécessaire dans le contexte de la seconde guerre mondiale, mais ce qui est de plus en plus obsolète vis-à-vis des besoins pour une démocratie réelle aujourd'hui.
- **Le leadership, dans cette époque turbulente, a besoin de venir de tous les niveaux, pas seulement du haut.** Cela veut dire faire les choses différemment, et non seulement parler idées, ce qui nous mène à la voie sans issue dans laquelle nous nous trouvons actuellement en termes de discours politique.
- **Adhérer aux principes d'égalité et de liberté.**

En plus de ces principes fondateurs – qui en fait n'inscrivent pas WE CAN : EMRD dans une logique d'anti-européens, ou de gens incapables de s'adapter à la diversité – WE CAN : EMRD aura une prise de position « politique » qui sera déterminée par les débats locaux. Il n'y aura pas de « ligne de parti ».

En nous basant sur ces principes, WE CAN : EMRD cherche à attirer des individus susceptibles d'être candidats pour les élections du Parlement Européen en juin 2009.

Pour résoudre les problèmes auxquels est confrontée l'Europe, nous avons besoin d'un Parlement Européen qui soit un parlement de citoyens, et non pas d'un autre niveau de bureaucratie politique partisane. L'accent mis sur le principe que la politique étant un service et NON une carrière, renvoie au besoin évident d'un engagement en vue de générer une plus large définition des intérêts personnels,

engagement qui ne soit pas aveugle aux intérêts de survie personnelle et/ou de survie d'un parti.

Ce que les politiciens professionnels (ceux qui voient la politique comme une carrière) veulent, c'est être réélus. C'est pourquoi ils ne votent pas toujours selon ce qu'ils pensent être bon pour leur pays ou leur circonscription, mais d'une manière qui selon eux leur assurera un maximum de voix. Cette approche résulte souvent en un jeu à ce que les américains appellent les « pork-barrel politics », c'est-à-dire une politique de survie de parti, relative aux puissants lobbies. C'est ce mode de fonctionnement confortable qui nous a amenés là où nous sommes en termes de « crise financière », à l'image d'une myriade d'exemples de mauvaise politique de décision, contraire aux souhaits du peuple. Le Parlement Européen possède une armée de lobbyistes professionnels qui ont créé un environnement où la politique économique, par exemple, a servi les intérêts de puissants groupes au lieu de ceux du peuple à part entière.

WE CAN cherche à promouvoir une approche qui engendrerait et faciliterait une meilleure coopération, à travers l'optimisation de l'utilisation des technologies gratuites existantes et librement accessibles. Le but est de créer un apport permanent de « savoir local » au sein du Parlement Européen et des autres institutions européennes.

L'idée, c'est de passer du modèle actuel que l'on pourrait appeler « JE PENSE », au modèle de démocratie représentative « NOUS PENSONS ».

Le modèle « JE PENSE » fonctionne de la manière suivante : actuellement, on attend de nous que nous choisissons un parti pour les élections du PE. Les partis, à travers la création d'une liste, décident de qui sera candidat. Une fois élu, le Membre du Parlement Européen reflète la ligne du parti et devient le « porte-parole » de sa circonscription, alors même que les citoyens vivant dans cette circonscription ignorent qui sera leur membre du Parlement. Cette personne fonctionne sur un mode « JE PENSE » puisqu'elle ne doit rendre de comptes qu'à son parti politique. **Le modèle « JE PENSE » est une logique descendante et une parodie de « concertation ».**

Le modèle « NOUS PENSONS » est basé sur l'idée qu'à travers plus de « dialogue ouvert », de meilleures idées collectives sont susceptibles d'émerger. La politique consiste finalement en l'impact du gouvernement sur la vie quotidienne des citoyens. C'est alors étrange de penser que la manière dont nous menons la politique au niveau européen est la plus éloignée possible de ce quotidien. De la même manière qu'un marché sain nécessite un flot constant d'information localisée sur les prix et les usagers, une démocratie saine nécessite un flot constant d'information de la part des citoyens.

Notre objectif est révolutionnaire en termes de désir d'initier et de s'investir dans un mouvement qui changerait le système, qui cherche à transformer nos modes de fonctionnement actuels en termes de démocratie représentative, MAIS

nous ne recherchons pas, et ne nous attendons pas à une révolution du jour au lendemain. Le poids actuel des intérêts institutionnels, ainsi que des modes de fonctionnement, ne peut être sur-accentué. Notre objectif est toutefois de « secouer l'arbre » et d'initier un processus de changement qui est essentiel si nous voulons faire revivre le projet européen.

QUELLE SUITE POSSIBLE : COMMENT PEUT-ON S'ENGAGER ?

- Premièrement, une version plus longue du « manifeste-discussion » **WE CAN** pour les élections du Parlement Européen en juin 2009 sera prochainement disponible sous forme d'un blog. Notre volonté est de générer une discussion et un débat en ligne. Il y aura également des conférences en ligne. Nous nous concentrerons sur le développement d'un modèle « NOUS PENSONS » et d'une stratégie pour les élections du PE en juin 2009. **Vous êtes bienvenus à joindre cette discussion.**
- **Veillez faire circuler** le plus largement possible **le manifeste de discussion WE CAN** à votre niveau local / régional / national et au sein de vos réseaux européens.
- **Donnez-nous des conseils** en termes de groupes de discussion, de sites web et d'organisations qui selon vous pourraient être intéressés par **le soutien** (non financier) **de la campagne WE CAN aux niveaux local, national ou européen.**
- **Devenez volontaire** dans les campagnes électorales locales où un candidat pour **WE CAN** se présentera. **Ce don est crucial pour le mouvement.**
- **Envoyez-nous les coordonnées** des personnes que vous connaissez susceptibles de se présenter comme candidat faisant partie du **Mouvement WE CAN** en juin 2009.
- Par-dessus tout, ne restez pas simple témoin à ce moment de l'histoire. Il y a un fort esprit et une volonté de changement parmi nous. Touchons du doigt cet esprit latent et amenons ensemble un peu de l'« effet Obama » en Europe.

Haroon Saad.